L’ONU met le turbo pour diriger le monde « en cas d’urgence »

Catastrophes et géopolitique – La gestion du séisme au Maroc interpelle

[Source : sentadepuydt.substack.com]

Par Senta Depuydt

Un gouvernement mondial de crise

Au printemps 2023, l’Organisation des Nations unies a publié une série de 11 « notes d’orientation » autour de « Notre Programme Commun » (our common agenda). L’idée étant de définir les points clés sur lesquels il faut « *mettre le turbo* » pour atteindre l’agenda 2030, car cela ne progresserait pas assez vite. L’ONU cite l’urgence à prévenir les « grandes menaces sur l’humanité », à savoir la santé et le climat et estime qu’il faut refonder le contrat social pour favoriser l’égalité de tous et « retrouver de la confiance ».

En deux mots, il s’agit donc d’instaurer un organe de gouvernance mondiale de crise, mais dont le rôle serait permanent. Cette refonte passe aussi par une redéfinition des droits humains, avec notamment l’accès à internet qui devra être garanti pour tous. Dans le document de résumé, le premier objectif mentionné reste, sans surprise, la vaccination mondiale contre la Covid 19. Le second est une refonte du contrat social, par une « amélioration » de la gouvernance. Il s’agit donc de changer les mécanismes politiques et décisionnels. Le troisième objectif est de lutter contre l’infodémie (autrement dit d’instaurer un ministère de la propagande). Le 4e est de mettre en place toute une série de nouveaux « indicateurs » pour mieux gérer la planète (sans quoi la technocratie ne peut fonctionner). Le dernier objectif se concentre sur la mise en place du numérique, la gestion financière et monétaire et la gestion de l’espace extraplanétaire (qui contrôle les satellites, contrôlera peut-être le monde).

En arrière-plan, il y a bien entendu tout l’agenda de la société du

numérique, de l’identification par les données biométriques, l’intelligence artificielle et la « surveillance » de tout ce qui bouge sur la planète pour « prévoir et répondre » aux catastrophes annoncées.

Les « chocs mondiaux complexes »

Au chapitre des « vocables fourre-tout », l’on avait brièvement eu droit au terme de « syndémie » suggérant des épidémies qui sont assorties de catastrophes « en cascade ». Apparemment ce vocable a du mal à passer. Voilà que débarque à présent la notion de chocs mondiaux complexes. Selon les documents évoqués ci-dessus, les Nations unies comptent prendre en charge la gestion internationale de certains « chocs mondiaux », soudains – mais ô combien attendus – mission pour laquelle elles souhaitent s’ériger en organe directeur permanent.

Quelles sont les situations d’urgence que les Nations unies pensent devoir gérer ?

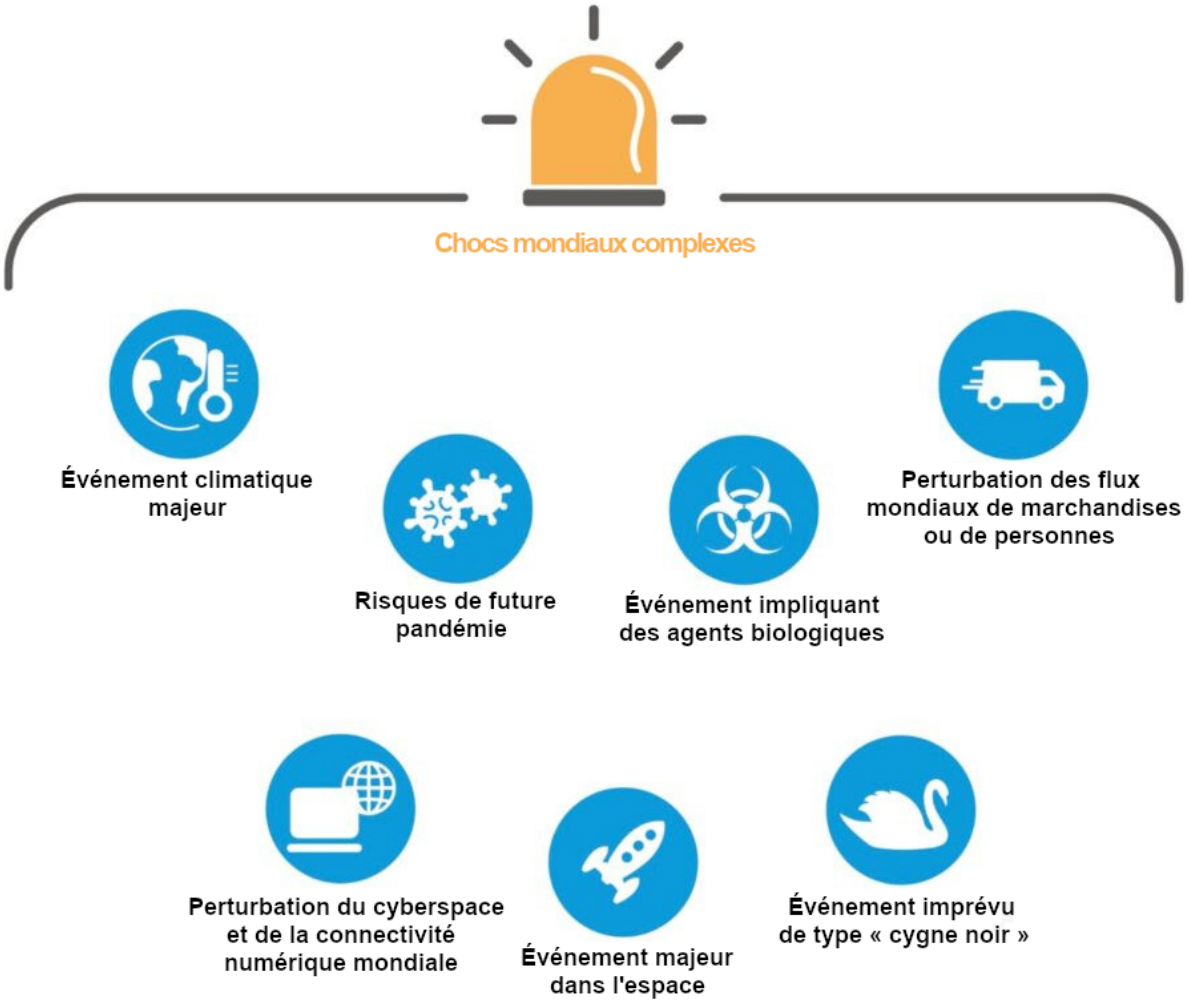
Le document d’orientation n° 3 sur les chocs complexes propose une liste à la page 5.

Une situation d’urgence pourrait être déclarée à propos du climat (inutile d’insister sur ce sujet omniprésent), d’une catastrophe naturelle, d’une perturbation de l’internet ou du réseau électrique, mais aussi d’un événement « Cygne noir » ou d’un événement majeur dans l’espace. (L’on pourrait imaginer l’invasion imminente d’extra-terrestres – est-ce la raison pour laquelle on « ouvre soudainement » les dossiers OVNIS – ou une chute d’astéroïdes ?)

Quant aux « black swans » ou « cygnes noirs », il s’agit à nouveau d’un concept totalement flou et improbable. Celui-ci se réfère aux théories du statisticien Nassim Nicolas Taleb qui les décrit comme des événements dont la survenance est fort improbable, mais qui ont des répercussions d’une portée considérable et exceptionnelle. Il cite pour exemple la 1re mondiale (déclenchée par l’assassinat à Sarajevo), la chute de l’URSS ou les attentats du 11 septembre ! Cette énumération en dit plus long sur sa méconnaissance de l’histoire, des facteurs socio-économiques et culturels qui y contribuent et des phénomènes des faux drapeaux, que sur une quelconque « probabilité » improbable qui bouleverserait la planète.

FIGURE I

FUTURS CHOCS MONDIAUX COMPLEXES POSSIBLES



Autorité permanente, centralisée

Toujours selon la note de l'ONU :

> L'organisation constate qu'il n'existe pas d'agence unique pour rassembler les parties prenantes en cas de chocs mondiaux complexes. Les Nations unies sont la seule organisation capable de jouer ce rôle.
>
> Elle propose donc que l'Assemblée générale donne au Secrétaire général et au système des Nations unies l'autorité permanente de convoquer et de rendre opérationnelle automatiquement une plateforme d'urgence dans le cas d'un futur choc mondial complexe d'une échelle, d'une gravité et d'une portée suffisantes.

L'utilisation des termes « autorité permanente » et « opérationnaliser automatiquement » est claire : en bref cela signifie que le Secrétaire

général des Nations unies aura déjà reçu l'autorité des membres de l'ONU et qu'il pourra l'utiliser à sa guise. L'expression « opérationnaliser automatiquement » suggère qu'aucune autre concertation ne serait nécessaire pour que l'ONU puisse utiliser ses superpouvoirs d'urgence. Le Secrétaire général des Nations unies pourrait ainsi déclarer une situation d'urgence sur base de sa seule autorité, et les Nations unies prendraient alors automatiquement les choses en main, indiquant aux pays ce qu'ils doivent ou ne doivent pas faire.

La gestion des urgences est d'abord locale

À la base, l'idée d'une crise qui affecte tout le monde en même temps est déjà bancale. L'on a vu avec la pandémie que le Covid (quelle qu'en soit l'origine précise) n'a par exemple guère touché l'Afrique, alors que l'on prédisait la mort de la moitié de la population. Ensuite, la gestion des catastrophes est avant tout locale. Les secours locaux et nationaux traitent le problème immédiatement, lorsqu'une situation d'urgence se produit. Le plus important est effet d'avoir une connaissance « de terrain » de la situation et la plupart du temps une bonne partie de l'aide efficace et intelligente vient de volontaires qui se trouvent sur place. Ils connaissent l'endroit, la langue, les ressources, l'état des lieux, les dangers de la nature et sont motivés pour déployer les ressources maximales afin résoudre le problème au plus vite.

Par ailleurs, les Nations unies et les « pays solidaires » arrivent souvent avec du personnel ou des méthodes et du matériel inadéquats et – l'expérience l'a assez démontré – toute une série d'objectifs secondaires (de mainmise sur les ressources locales).

Enfin, des recommandations internationales, comme celles qui ont été déployées par l'OMS durant la pandémie, ont eu des répercussions catastrophiques sur des populations locales, au-delà de l'inefficacité des mesures, du seul point de vue sanitaire. Pour prendre un exemple de répercussions locales : en Afrique, les restrictions sur les déplacements ont entravé l'approvisionnement en nourriture et aggravé la famine et la pauvreté dans de nombreuses régions. Il ne fallait pas être un devin pour l'anticiper ! En outre, la fermeture des écoles préconisée par l'OMS en raison de la crise Covid a provoqué la déscolarisation de nombreux jeunes, et en particulier des millions de filles que l'on a ensuite mariées de force. L'on sait pourtant que ce continent n'a pas été affecté par la maladie…

Catastrophes et géopolitique, l'exemple du Maroc

Le séisme qui est survenu ces derniers jours au Maroc illustre parfaitement à quel point « la gestion de crise et l'aide humanitaire » sont au cœur des stratégies géopolitiques. Le Maroc a en effet refusé que la France, la Belgique, l'Algérie et les États-Unis volent au secours des sinistrés. En revanche, le pays a finalement accepté l'offre d'aide de quatre pays : l'Espagne, le Royaume-Uni, le Qatar et l'Arabie saoudite.

La France était pourtant prête à voler au secours du Maroc et avait déjà dégagé un budget de 5 millions d'aide.

Un article édifiant publié par 7 sur 7 en témoigne de l'importance des enjeux politiques liés à cette situation :

> En mars dernier, quand Emmanuel Macron avait décrit ses « relations amicales » avec le roi Mohamed VI, le gouvernement s'était empressé de démentir, affirmant qu'elles n'étaient, au contraire, « ni amicales ni bonnes, pas plus entre les deux gouvernements qu'entre le Palais Royal et l'Élysée », rappelle-t-il. Le Maroc reproche notamment la position française sur le statut du Sahara-Occidental, territoire désertique du sud du pays qui revendique son indépendance depuis des décennies (sous l'influence de l'Algérie). Le roi du Maroc était en outre à Paris au moment de la catastrophe, mais l'entretien privé avec Emmanuel Macron n'aurait pas permis d'apaiser la situation.
> (Note : cette information soulève évidemment la question de l'utilisation potentielle de l'arme climatique comme moyen de pression. Si rien ne le prouve, il est nécessaire de l'envisager dans un tel contexte).

Selon la géographe Sylvie Brunel, professeure à la Sorbonne et spécialiste de l'Afrique, interrogée par Le Figaro, le roi Mohamed VI veut tout simplement

« garder la main sur son pays ».

Elle évoque également les ambitions géopolitiques des pays disposés à fournir de l'aide, comme ce fut le cas lors des interventions américaines en Haïti ou en Indonésie : « Les structures humanitaires sont un cheval de Troie pour s'installer, prendre des contacts, montrer qui sont les bienfaiteurs. Rabat refuse d'être un vaste champ d'opérations humanitaires dont il n'aura plus la maîtrise », conclut-elle.

À noter que c'est justement le Maroc et Israël qui été nommés conjointement l'année dernière pour « faciliter » la réunion de haut niveau sur la préparation et la réponse aux pandémies qui aura lieu la semaine prochaine au siège de l'ONU à New York. (Cette nomination intervient dans le cadre de la reconnaissance de l'autorité marocaine sur le Sahara occidental, qui a eu comme contrepartie la reconnaissance de l'État d'Israël par le Maroc, officialisée au mois de juillet.)

Une déclaration politique est attendue à l'issue de cette réunion, qui pourrait bien formaliser un peu plus la volonté de l'organisation internationale de s'ériger en gouvernement mondial de crise. Des événements à suivre avec attention…